

# CHILI: LES FORCES ARMÉES ONT MIS FIN A L'EXPÉRIENCE DE M. ALLENDE

Comme autant de Cassandres, tous les observateurs qui suivaient avec intérêt l'expérience chilienne et spéculaient depuis quelques semaines sur une guerre civile imminente ont vu leurs prédictions devenir réalité hier. L'armée, qui était restée jusque-là au-dessus de la mêlée, est intervenue, modifiant totalement l'image de marque du Chili, ce pays réputé pour son respect de la démocratie et sa maturité politique. Depuis le putsch avorté du 29 juin dernier, et après la démission du général Prats, son ami, M. Allende avait dû gouverner sans le soutien des militaires. Cet homme qui, depuis qu'il était arrivé légalement au pouvoir le 4 septembre 1970, avait passé le plus clair de son temps à se maintenir au pouvoir, avait lui-même évoqué il y a peu la possibilité d'une guerre civile. Pour l'éviter, il avait accepté un dialogue avec l'opposition et avait émis l'idée d'un plébiscite par lequel le peuple lui confirmerait une fois pour toutes son soutien. Ce plébiscite n'aura jamais lieu. Allende est arrêté (il se serait même suicidé, dit-on) et l'armée contrôle le pays. (GdL)

## 33 mois de Gouvernement Allende

4 septembre 1970. — A l'élection présidentielle, M. Allende obtient 36,3 % des voix (parti national: 34,98 %, démocratie - chrétienne: 27,84 %). C'est la première fois qu'un dirigeant marxiste arrive au pouvoir par la voie électorale.

2 décembre 1970. — Premières expropriations de grands domaines conformément à la loi de la réforme agraire. Les nationalisations de sociétés étrangères suivront (le cuivre est nationalisé le 11 juillet 1971).

1er décembre 1971. — Manifestation contre la pénurie alimentaire.

9 décembre 1971. — Le gouvernement suspend la convertibilité de la monnaie et les opérations en devises. La dette extérieure s'élève à plus de 3 milliards de dollars.

26 mars 1972. — Un premier complot d'extrême droite est déjoué.

21 août 1972. — Début d'une épreuve de force entre le gouvernement et l'opposition qui se concrétise par une grève des commerçants et des transporteurs routiers. Le 16 octobre, l'état d'urgence est décrété.

2 novembre 1972. — M. Allende forme un nouveau gouvernement avec la participation du général Prats et de deux militaires.

5 novembre 1972. — Fin du conflit entre le gouvernement, les routiers et les commerçants.

6 mars 1973. — Aux élections, l'opposition centriste et de droite conserve la majorité dans les deux assemblées mais n'atteint pas la majorité des deux tiers requise pour le renversement d'Allende.

19 avril 1973. — Grève des mi-

neurs d'El Teniente. L'état d'urgence sera déclaré le 5 mai dans la région de Santiago et des mines de cuivre.

29 juin 1973. — Echec d'un coup d'Etat militaire. L'armée n'a pas suivi. Majoritaire au Parlement, l'opposition refuse le 2 juillet au président Allende les pleins pouvoirs qu'il avait demandés.

30 juin 1973. — L'Etat d'urgence s'est étendu à tout le Chili qui passe ainsi sous le contrôle des militaires.

25 juillet 1973. — Le président Allende propose d'engager un dialogue avec l'opposition centriste. Les démocrates-chrétiens acceptent et exigent la participation des militaires au pouvoir.

26 juillet 1973. — Nouvelle grève des transporteurs routiers.

23 août. — Le général Prats démissionne de ses postes de ministre de la Défense et de Commandant en chef de l'armée.

28 août. — 22e remaniement ministériel en trente-trois mois: trois militaires qui ne disposent pas de commandements majeurs au sein de l'armée sont nommés à des postes techniques.

4 septembre. — Manifestation de masse à Santiago pour le troisième anniversaire de la venue au pouvoir de l'Union populaire.

8-9 septembre. — Alors que les éléments d'extrême gauche sont traqués par la police de la marine et que les grèves se durcissent, le président Allende propose de nouveau un rapprochement avec les démocrates-chrétiens en cas de refus il envisage un plébiscite.

## Le président chilien se serait suicidé après son arrestation

BUENOS AIRES (Afp-Reuter). — Le président Allende a été arrêté par les forces armées, qui se sont révoltées hier. C'est ce qu'a annoncé la radio chilienne aux mains de la junte militaire, dans une émission captée à Buenos Aires. La radio a ajouté que le président Allende s'était rendu aux forces armées à 19 h. 30 (HEC). Auparavant, selon la radio de la junte militaire captée à Buenos Aires, l'artillerie et l'aviation avaient bombardé le palais présidentiel de la Moneda à Santiago.

Selon cette radio, un incendie s'est déclaré au palais et de nombreuses personnes auraient été blessées à proximité de la résidence du chef de l'Etat, par suite de tirs de francs-tireurs embusqués dans des édifices voisins. Le couvre-feu a été décrété sur l'ensemble du territoire chilien à partir de 15 heures locales. Un peu plus tard, les forces armées chiliennes annonçaient qu'elles contrôlaient la situation dans la majeure partie du pays. Selon les nouvelles parvenues en Argentine, les sièges des partis communistes de Santiago, de Valparaiso, de la Serena et d'autres villes importantes du Chili ont été perquisitionnés par les forces armées chiliennes qui, dans un communiqué, se prévalent de mener le combat au nom d'un « Mouvement de libération nationale ».

Dans les milieux de la gauche chilienne, on s'attendait depuis quelques jours à un coup de force de l'armée, notamment en raison des graves troubles enregistrés dans la marine à Valparaiso, principal port du pays. Un conseiller du président Allende devait

avouer en fin de semaine que « la situation au sein de l'armée était si complexe qu'il était extrêmement difficile de définir le rapport de force entre les putschistes et les militaires fidèles aux institutions. Il avait ajouté: « Notre seul moyen de réelle pression reste le sabotage et les entraves apportées aux mouvements de troupes. Si nous ne réussissons pas à nous imposer aux putschistes, nous engagerons alors une résistance de longue haleine, car le président Allende a toujours affirmé qu'il ne serait jamais un président en exil. »

La junte rebelle formée par les commandants des trois armes comprend notamment le général Pinochet, chef de l'armée de terre, le général d'aviation Guzman, et le général Monoso, chef de la police militaire.

Des journalistes chiliens ont pu accéder au palais de la présidence à Santiago ont rapporté la certitude que le président Allende se serait suicidé, ainsi que son conseiller de presse et ami personnel, M. Augusto Olivares.

A l'heure où nous mettions sous presse, cette nouvelle, la seule qui nous soit parvenue directement de Santiago du Chili (les autres venant de Buenos-Aires branché sur la radio chilienne), n'était pas confirmée officiellement.

## PREMIÈRES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

A l'étranger, les réactions ont été réservées. A Washington, le Gouvernement américain qui suit de très près la situation estime qu'il est encore trop tôt pour la commenter. A Moscou, l'agence Tass a annoncé un peu plus d'une demi-heure après que la nouvelle soit connue, qu'une « mutinerie militaire réactionnaire contre le Gouvernement légitime de la République chilienne s'est produite mardi matin au Chili ». Dans une dépêche datée de Santiago, l'agence soviétique a cité la déclaration du président Allende, soulignant sa détermination de « défendre le régime démocratique à tout prix ».

## LE COURS DU CUIVRE EST REMONTÉ

NEW YORK (Reuter). — Réagissant aux nouvelles du renversement du président Allende, le cours du cuivre sur le marché à terme de New York a accusé, hier, une hausse sensible, montant de 3 cents pour atteindre 78,40 cents la livre. A plus long terme, l'augmentation est de l'ordre d'un peu moins de trois cents. Avant les nouvelles sur les événements du Chili — qui est l'un des principaux fournisseurs de cuivre du monde — les prix à terme avaient encore baissé d'un cent et demi. Les milieux de l'industrie du cuivre estiment que les événements du Chili auront pour conséquence immédiate de faire monter les prix, mais ajoutent que les conséquences à plus long terme sont difficilement prévisibles.

## Ulster: un catholique dirigera la police

BELFAST (Afp). — Un nouveau pas vers l'apaisement a été accompli hier en Ulster avec la nomination d'un catholique à la tête de la police locale — la Royal Ulster Constabulary. C'est la première fois, depuis la formation de cette province du Royaume-Uni, qu'un membre de la minorité catholique accède à ce haut poste de responsabilité.

## Chypre: les négociations inter-communautaires à un tournant

NICOSIE (Afp). — Après une interruption d'un mois, les négociations inter-communautaires élargies ont repris hier tandis qu'une bombe explosait à une centaine de mètres de la Chambre des députés où ont lieu les entretiens en vue d'un règlement pacifique du problème chypriote. L'explosion provoquée par un bâton de dynamite, a blessé un policier et détruit une voiture appartenant à un haut fonctionnaire du Gouvernement chypriote. La presse locale attache une importance particulière à cette première réunion qui pourrait déterminer le sort des négociations intercommunitaires entrées dans leur phase finale. Le Gouvernement chypriote et les dirigeants turcs, selon certaines informations, auraient décidé d'accélérer le rythme des négociations pour aboutir à un règlement préliminaire le plus tôt possible. Cette décision, selon les mêmes sources, serait liée aux informations indiquant que M. Markezinis sera nommé à la tête du nouveau gouvernement grec au poste de premier ministre. Or, M. Markezinis est considéré par certains milieux à Nicosie comme hostile aux négociations intercommunitaires et en faveur d'un dialogue direct entre Ankara et Athènes, fondé sur le principe de l'Enosis.

## Norvège: les partis de la gauche semblent l'avoir emporté

OSLO (Dpa). — Le résultat définitif des élections au Parlement norvégien de dimanche et lundi ne devait pas être connu avant hier soir. Pour l'instant, les deux partis de gauche l'emportent toujours avec une légère majorité sur les six partis bourgeois (78 sièges contre 77); mais le dépouillement des bulletins arrivés par correspondance, qui se poursuit actuellement, est susceptible de modifier ce résultat provisoire.

## Les Neuf attendent M. Nixon de pied ferme

COPENHAGUE (Afp). — Le président en exercice de la Communauté européenne, M. Andersen, ministre des Affaires étrangères du Danemark, s'est félicité hier de l'accord conclu par les « Neuf » — après quatre mois d'hésitation — sur les termes du dialogue à ouvrir avec les Etats-Unis. Quelques semaines avant la venue en Europe de M. Nixon. Au cours d'une conférence de presse qui a suivi les deux jours de « concertation politique » des « Neuf », M. Andersen a rappelé que ce dialogue pour s'engager sur la base de la déclaration ébauchée par les « Neuf », pour définir l'identité de la communauté non plus simplement dans le domaine économique, mais aussi en matière de politique étrangère.

Voici les points principaux du projet de déclaration de principe sur les relations entre les Etats-Unis et la CEE adopté lundi à Copenhague par les neuf ministres des AE de la CEE.

Tenant compte de l'intention des Neuf de se transformer avant la fin de la décennie en union européenne, conscients des changements intervenus dans le monde, de leur héritage commun et de la similitude de leurs régimes démocratiques, tirant les leçons de l'histoire en faveur du maintien de liens étroits entre les Etats-Unis et l'Europe, les Etats-Unis et la Communauté européenne décident d'intensifier leur coopération sur une base d'égalité et de maintenir un dialogue constructif sur les principes suivants:

— les Etats-Unis reconnaissent que la création de la CEE est un événement d'une grande portée internationale. Ils se félicitent de l'intention de la Communauté de marquer sa place dans les affaires mondiales en tant qu'entité distincte;

— les Etats-Unis et la Communauté œuvreront conformément à leurs responsabilités mondiales;

— la force économique des Etats-Unis et de la Communauté servent la croissance du commerce mondial à leur avantage mutuel.

Tout en préservant leur propre sécurité, ils sont décidés à poursuivre la politique de détente et de coopération avec l'Union soviétique et avec les pays de l'Europe de l'Est. Ils sont en outre favorables au développement du commerce mondial sur une base de réciprocité ainsi qu'en faveur d'un système monétaire durable et équitable, et tiendront compte de l'étroite interaction des problèmes monétaires et commerciaux.

## Washington satisfait de la conférence de Copenhague

WASHINGTON (Afp). — Les premiers résultats de la conférence des ministres des AE de la Communauté européenne réunie lundi à Copenhague ont été accueillis avec un plaisir évident à Washington. Le voyage du président Nixon en Europe occidentale et l'adoption d'une nouvelle déclaration de principes par les pays membres de l'Alliance atlantique sont soudain apparus sous des perspectives plus favorables. On indique dans les milieux proches du Département d'Etat que les dirigeants américains sont particulièrement encouragés par le fait que, dès la première journée de leur réunion à Copenhague, les ministres de la CEE ont accepté un projet de réponse européenne à la proposition américaine de déclaration sur l'avenir des relations interatlantiques et un calendrier pour en discuter avec les Etats-Unis.

## NAISSANCE

Marianne et Timothy THOMPSON - de PURY

ont la joie d'annoncer la naissance de

SOPHIE

le 7 septembre 1973

Av. de Miremont 31 bis Téléphone  
1206 GENEVE (022) 47 31 87

LUNETTES  
Verres de contact  
Nouvelles  
LENTILLES  
SOUPLES



15 rue Centrale, tél. 22 85 70  
(à côté de l'Innovation)  
LAUSANNE

## Soviétiques et Chinois s'accusent mutuellement de menées bellicistes

HONG KONG (Reuter). — La Mongolie a accusé la Chine d'avoir à plusieurs reprises violé sa souveraineté territoriale au cours d'exercices militaires près de la frontière des deux pays. Cette accusation a été lancée la semaine dernière dans le quotidien mongol « Utga Dzohiol Urag », La traduction en a été mise hier à la disposition des journalistes à Pékin.

L'article fait suite aux violentes attaques que M. Chou En-laï a lancées contre l'Union soviétique, lors du récent congrès du Parti communiste chinois. Le président du Conseil chinois avait mis ses compatriotes en garde contre les préparatifs auxquels les Soviétiques se livreraient en vue d'une attaque surprise contre la Chine. Il avait souligné que les Soviétiques « ont envoyé des troupes en République populaire de Mongolie ».

Mais, selon le quotidien Mongol, l'armée chinoise a procédé à 151 manœuvres militaires près de la frontière, parfois jusqu'à 30 mètres de celle-ci, de 1969 à 1973. Des violations de frontière ont été commises, des soldats et officiers chinois ayant pénétré jusqu'à 20 km. à l'intérieur du territoire mongol. Le quotidien ajoute que ces militaires ont procédé à des « reconnaissances photographiques, ont volé du bétail et tué des animaux rares, protégés par la loi ». De source diplomatique à Pékin, on estime que cette attaque contre la Chine a été décidée en consultation avec l'Union soviétique, dont les forces sont stationnées en Mongolie.

## Des dizaines de milliers de Pékinois ont fait excellent accueil à M. Pompidou

PÉKIN (Afp). — Plusieurs dizaines de milliers de Pékinois ont réservé un accueil chaleureux à M. Pompidou, président de la République française, arrivé hier dans la capitale chinoise pour une visite officielle d'une semaine en Chine. A l'aéroport, 4000 jeunes filles, en jupes et corsages multicolores, groupées en carré, lançaient des cris de bienvenue et dansaient en agitant des bouquets, des mouchoirs de soie aux couleurs vives et des drapeaux français.

Après avoir salué les personnalités venues l'accueillir et passé en revue des détachements des trois armes, M. Pompidou, accompagné du premier ministre chinois, M. Chou En-laï, gagnait le centre de la ville dans une grande voiture noire « Hong Qi » (drapeau rouge). Près de la place Tien An Men (place de la Paix céleste), qui est le cœur de Pékin, une foule compacte d'ouvriers et d'ouvrières en bleu de

chauffe, d'écoliers avec le foulard rouge sur la chemise blanche et d'écolières aux nattes nouées de rubans roses ont ap-

## Chou En-laï s'en prend à la «volonté d'hégémonie» des superpuissances

PÉKIN (Afp). — M. Chou En-laï, premier ministre chinois, a lancé hier une nouvelle attaque contre « la volonté d'hégémonie » des superpuissances, en faisant notamment clairement allusion à l'URSS, sans la nommer lors du dîner officiel offert au président Pompidou.

Le premier ministre chinois a accusé ces superpuissances de brandir la menace atomique et de chercher à imposer leur volonté à autrui. « C'est là, a-t-il dit, la cause première de la tension internationale. » M. Chou En-laï a ajouté que la détente n'était qu'un « phénomène superficiel », et « nous devons,

plaudir le passage du cortège en agitant des petits foulards de soie rose et jaune. Dans la ville, sur l'itinéraire emprunté par leurs hôtes français, les Chinois ont déployé de larges banderoles souhaitant en chinois et en français « chaleureuse bienvenue au président Pompidou » et apportant le « ferme soutien » du peuple chinois à la « lutte des peuples européens contre l'hégémonie ».

a-t-il dit, nous préparer à une attaque surprise. Aucun pays n'a le droit de soumettre un autre pays à l'agression, à l'intimidation, à la subversion et à la vexation », a ajouté le premier ministre. Il a ensuite accusé « un petit nombre d'individus » de caresser « les rêves des empereurs féodaux du XVIIIe siècle ».

M. Chou En-laï, après avoir souligné que la France et la Chine sont également attachées à leur indépendance, s'est déclaré en faveur de la « cause européenne » qui, si elle est menée à bien, constituera un facteur d'équilibre dans le monde.

LE CHANCELIER KREISKY SOUTIENT SAKHAROV. — Le chancelier Kreisky, chef du Gouvernement autrichien, a invité hier l'Union Soviétique à traiter avec davantage de ménagement ses contestataires. Le chef d'un gouvernement qui suit une politique de neutralité, M. Kreisky a cependant souligné que ses déclarations, dépourvues de tout esprit partisan, portaient uniquement sur le problème de la défense de personnalités d'opposition. (Reuter)